

No. 56327*

—

**Germany
and
Central African Forests Commission**

Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Central African Forests Commission (COMIFAC) regarding development cooperation. Yaoundé, 15 June 2020

Entry into force: *15 June 2020 by signature, in accordance with article 8(1)*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 20 August 2020*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

—

**Allemagne
et
Commission des forêts d'Afrique Centrale**

Accord de coopération au développement entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). Yaoundé, 15 juin 2020

Entrée en vigueur : *15 juin 2020 par signature, conformément au paragraphe 1 de l'article 8*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Allemagne, 20 août 2020*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

de coopération au développement

entre

le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

et

la Commission des forêts d'Afrique centrale CCMIFAC

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne
et
la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC),

dénommés ci-après « Parties »,

Dans l'esprit des relations amicales qui existent entre la République fédérale d'Allemagne et la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC),

Désireux de consolider et d'approfondir ces relations amicales par une coopération au développement entre partenaires,

Conscients que le maintien et l'approfondissement de ces relations forment la base du présent Accord,

Dans l'intention de contribuer à la protection et à la gestion durable des forêts en Afrique centrale et à la préservation de leur biodiversité exceptionnelle ainsi qu'au développement social et économique de la sous-région d'Afrique centrale,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objectifs de la coopération

Les Parties coopèrent en vue de développer des relations sur des bases transparentes et équitables afin de satisfaire à la volonté des chefs d'État des pays membres de la COMIFAC de concilier les impératifs de développement économique et social avec la

conservation de la diversité biologique et la gestion durable des écosystèmes forestiers dans le cadre d'une coopération régionale et internationale bien comprise.

Article 2

Principes fondamentaux de la coopération

Les principes fondamentaux, procédures et obligations qui suivent s'appliquent à la coopération ; ils constituent la base permettant de convenir des actions de développement entre les Parties et ses accords d'exécution de droit privé plus concrets :

- 1) Les Parties échangeront leurs vues dans le partenariat sur les principes fondamentaux et les questions actuelles de la coopération avant de convenir d'actions de développement.
- 2) À l'avenir, les Parties conviendront des objectifs, pôles prioritaires d'intervention, actions de développement et des partenaires d'exécution lors de consultations.
- 3) Des actions de développement concrètes prendront comme orientations les principes de la Déclaration de Paris et devraient s'intégrer dans le Plan de Convergence de la COMIFAC.

Article 3

Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent aux fins du présent Accord :

- 1) entente : entente entre les Parties conformément à l'article 2 du présent Accord et ne constituant pas une convention juridiquement contraignante ;

- 2) bureaux : représentations établies par les organismes d'exécution pour appuyer la réalisation et le pilotage des actions de développement et chargées de les représenter ;
- 3) prêts : financements productifs d'intérêts et remboursables ;
- 4) prestations directes : conseil et formation initiale et continue à travers l'intervention d'experts du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ou des organismes d'exécution, prestations et livraisons fournies, commandées ou financées directement par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ou par un organisme d'exécution, et autres actions comparables ;
- 5) organismes d'exécution : organismes et organisations tels que décrits au paragraphe 4 de l'article 4 du présent Accord chargés par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de la mise en œuvre des actions de développement ;
- 6) partenaire d'exécution : le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC et d'autres institutions choisies par les Parties et avec lesquels l'organisme d'exécution conclut l'arrangement d'exécution (par exemple le bénéficiaire de la contribution financière, le promoteur de l'action de développement) ;
- 7) arrangements d'exécution : contrats de droit privé que les organismes d'exécution concluent avec les partenaires d'exécution sur la base d'arrangements conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du présent Accord ou d'ententes entre les Parties conformément à l'article 2 du présent Accord et qui sont soumis à la législation en vigueur en République fédérale d'Allemagne (notamment les contrats de financement, les contrats d'exécution ainsi que les ententes et les autres dispositions contractuelles en liaison avec ces contrats) ;

- 8) bénéficiaire : ayant droit à une contribution financière accordée dans le cadre de la coopération publique au développement par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne par l'intermédiaire d'un organisme d'exécution ;
- 9) experts détachés : experts détachés par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et ses organismes d'exécution ou ses mandataires et chargés de tâches relatives à la préparation, au pilotage, à l'exécution, au soutien et au suivi des actions de développement ainsi que de la représentation de la coopération allemande au développement et de ses organismes d'exécution ;
- 10) experts sous-régionaux : experts recrutés par le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC dans le cadre de la réalisation de ses missions ;
- 11) assistants techniques : experts travaillant sans but lucratif conformément à la loi allemande du 18 juin 1969 sur les assistants techniques, telle que modifiée par le paragraphe 1 de l'article 16 de la loi du 9 octobre 2013, pour soutenir les actions de développement de la COMIFAC ;
- 12) actions de développement : toute mesure dans le cadre de la coopération au développement des Parties ;
- 13) experts intégrés : experts affectés dans le cadre du programme d'experts intégrés pour couvrir les besoins en experts dans le cadre des projets/programmes de la COMIFAC. Ils disposent d'un contrat de travail, conforme à la législation du pays hôte, avec leur institution, qui leur verse un salaire conforme aux usages locaux. Ils reçoivent des versements complémentaires de la part de la République fédérale d'Allemagne. Les experts intégrés sont détachés par le Centre international pour la migration et le développement (Centrum für internationale Migration und Entwicklung, CIM) ;

- 14) membres de la famille : conjoint, enfants et toutes autres personnes à charge de l'expert ;
- 15) financement : mise à disposition de moyens financiers sous forme de prêts, de contributions financières ainsi que de participations ou de prêts participatifs et d'instruments financiers comparables ;
- 16) contributions financières : financements ne générant pas d'intérêts et non remboursables (subventions) ;
- 17) accord relatif aux mesures : convention de droit international conclue entre les Parties conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du présent Accord sous forme d'accords ou d'échanges de notes relatifs à l'exécution des actions de développement ;
- 18) pays du siège : l'État dans lequel se trouve le siège de la COMIFAC.

Article 4

Accords relatifs aux actions de développement

(1) Sur la base du présent Accord et suite à des ententes passées conformément à l'article 2 du présent Accord, les Parties peuvent conclure des accords complémentaires relatifs aux mesures de droit international sur une ou plusieurs actions de développement. Les Parties fixent notamment l'objet, la finalité et les prestations ainsi que, le cas échéant, les partenaires d'exécution et le bénéficiaire du financement.

(2) L'obligation du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative à la fourniture des prestations est soumise à la condition que l'action de développement soit déclarée éligible à un soutien de la part du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Elle sera annulée si la COMIFAC ne fournit pas ses prestations

conformément aux articles 6 et 8 du présent Accord ou ne remplit pas les obligations découlant des articles susmentionnés.

(3) Les Parties concluent les accords nécessaires à l'exécution des actions de développement, en confient l'exécution à des partenaires d'exécution qualifiés et les autorisent à conclure des arrangements d'exécution détaillés.

(4) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne peut confier l'exécution des actions de développement individuelles aux institutions allemandes suivantes ou leurs ayants droit :

1) la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, y compris le Centre international pour la migration et le développement (Centrum für internationale Migration und Entwicklung, CIM),

2) la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

(5) Lorsqu'une action de développement a été jugée éligible à un soutien conformément au paragraphe 2 ci-dessus, l'organisme d'exécution mandaté conformément au paragraphe 4 ci-dessus conclut des arrangements d'exécution avec le partenaire d'exécution.

(6) Des dispositions contraignantes sont fixées dans les arrangements d'exécution, notamment en ce qui concerne :

1) les objectifs poursuivis par l'action de développement et son financement,

2) l'exécution temporelle, organisationnelle et technique de l'action de développement et son financement,

3) les prestations des organismes concernés,

- 4) pour les financements, la procédure à appliquer lors de la passation des marchés,
- 5) les conséquences de la violation des obligations contractuelles.

Article 5

Prestations et obligations du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

- (1) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne soutient des actions de développement notamment à travers des prestations directes, des financements et toutes autres prestations convenues entre les Parties.
- (2) Les prestations peuvent inclure la préparation, l'exécution et le contrôle de la réussite des actions de développement.
- (3) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et ses organismes d'exécution détachent des experts pour le pilotage et l'exécution des actions de développement. Ils veillent, conformément à la législation en vigueur en Allemagne, à ce que les experts détachés soient tenus :
 - 1) de contribuer autant que possible, dans le cadre des arrangements relatifs à leur travail, à atteindre les buts énoncés à l'article 55 de la Charte des Nations Unies,
 - 2) de ne pas s'immiscer dans les affaires internes de la COMIFAC ou de l'État membre dans lequel ils exercent leurs fonctions,
 - 3) de respecter les lois locales en vigueur, ainsi que les us et coutumes de l'État membre dans lequel ils exercent leurs fonctions,

- 4) de n'exercer aucune activité lucrative autre que celle dont ils sont chargés,
- 5) de coopérer dans un esprit de confiance avec les organes de la COMIFAC,
- 6) de contribuer autant que possible, dans le cadre des arrangements relatifs à leur travail, à l'atteinte des objectifs fixés dans le présent Accord, des ententes conformément à l'article 2 et des accords relatifs aux mesures de droit international, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du présent Accord.

(4) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne informe le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC de la décision de détacher des experts. Si le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ne communique pas son refus dans le délai d'un mois, l'approbation est considérée comme acquise pour le détachement. Si le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC souhaite qu'un expert ne soit pas détaché ou qu'un expert détaché soit rappelé, il contactera à temps le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en exposant les motifs de sa demande. Si la partie allemande rappelle un expert détaché, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veille à ce que le Secrétariat Exécutif en soit informé le plus tôt possible.

(5) Afin de promouvoir les pôles prioritaires d'intervention et les mesures convenues à l'article 2 du présent Accord, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne peut détacher des assistants techniques. Les assistants techniques sont soumis aux mêmes obligations et jouissent des mêmes droits que les experts détachés conformément au paragraphe 3 ci-dessus. De même, leur détachement et leur rappel sont régis par les principes fixés au paragraphe 4 ci-dessus. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne charge la GIZ du détachement des assistants techniques.

(6) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne convient avec la GIZ ou le CIM que des experts intégrés pourront être placés dans les projets et programmes de

la COMIFAC. La GIZ ou le CIM subordonne le paiement des indemnités aux experts intégrés au respect, par ces derniers, des dispositions mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne informe le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC de la date à laquelle un expert intégré doit prendre ses fonctions. Si le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ne communique pas son refus dans un délai d'un mois, l'approbation est considérée comme acquise pour l'entrée en fonction de l'expert intégré. Si l'institution d'accueil souhaite qu'un expert ne soit pas détaché ou qu'un expert détaché soit rappelé, elle contactera à temps le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en exposant les motifs de sa demande. Si la partie allemande rappelle un expert détaché, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veille à ce que le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC en soit informé le plus tôt possible.

(7) Pour les contributions financières, le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ou d'autres bénéficiaires choisis en commun par les Parties obtiennent, par l'intermédiaire des organismes d'exécution, des subventions ou des prestations directes du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Article 6

Prestations de la COMIFAC

(1) Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC contribue aux actions de développement convenues. À ce titre :

- 1) il veille à la bonne exécution des prestations par les partenaires telles que concrétisées dans les arrangements d'exécution ;
- 2) il assure, en cas de financements, le justificatif de l'utilisation économique et régulière des fonds vis-à-vis de l'organisme d'exécution conformément au paragraphe 4 de l'article 4 du présent Accord ;

- 3) il assure, le cas échéant et conformément aux arrangements d'exécution, le financement total en cas de mise à disposition de moyens financiers ;
- 4) il s'investit auprès des autorités de l'État membre dans lequel des actions de développement sont réalisées pour que les organismes d'exécution soient autorisés à établir des bureaux ;
- 5) il met à disposition, dans la limite de ses possibilités, les locaux nécessaires, y compris l'équipement, pour autant qu'il n'en ait pas été convenu autrement, à titre exceptionnel, dans les arrangements d'exécution ;
- 6) il assume les dépenses courantes des actions de développement, pour autant qu'il n'en ait pas été convenu autrement, à titre exceptionnel, dans les arrangements d'exécution ;
- 7) il met à disposition les experts sous-régionaux et des personnels d'appui nationaux nécessaires selon les cas, pour autant qu'il n'en ait pas été convenu autrement, à titre exceptionnel, dans les arrangements d'exécution ;
- 8) il poursuit à terme les acquis réalisés par l'action de développement et veille à ce que les tâches des experts intégrés soient poursuivies par des experts sous-régionaux, pour autant qu'il n'en ait pas été convenu autrement dans les arrangements d'exécution ;
- 9) il s'investit auprès des autorités des États membres dans lesquels des actions de développement sont réalisées, pour faciliter la délivrance de permis de travail aux experts intégrés des organismes d'exécution ;

- 10) il s'investit pour faciliter l'équipement des bureaux ainsi que leurs branchements au réseau de télécommunication, y compris les liaisons radio et satellite, et tous les enregistrements nécessaires ;
- 11) il veille à ce que tous les organismes concernés par le présent Accord et les arrangements relatifs aux différentes actions soient informés de leur contenu, en temps utile et de manière détaillée.

(2) Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC s'efforce, dans la mesure du possible, à obtenir, auprès des autorités des États membres dans lesquels des actions de développement sont réalisées, l'octroi de privilèges, immunités, permis de travail et visas appropriés. Entre autres :

- 1) l'exonération des impôts directs pour les organismes d'exécution et leurs bureaux prélevés dans un État membre dans lequel des actions sont réalisées au titre du présent Accord ;

La COMIFAC garantit ainsi, dans la mesure du possible, que les organismes d'exécution allemands sont exemptés de tous les impôts directs dus dans les États membres en liaison avec la conclusion et l'application des contrats d'exécution et, le cas échéant, de financement visés au paragraphe 5 ci-dessus.

- 2) éventuellement, le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée et des impôts indirects comparables prélevés sur les biens et services achetés ou acquis;

La COMIFAC garantit ainsi, dans la mesure du possible, qu'à la demande des organismes d'exécution allemands, la taxe sur la valeur ajoutée ou les taxes indirectes similaires prélevées dans les États membres de la COMIFAC sur les biens et services achetés ou acquis dans les États

membres de la COMIFAC en liaison avec la conclusion et l'application des contrats d'exécution et, le cas échéant, de financement visés au paragraphe 5 ci-dessus sont remboursés par ces États et pris en charge, sur demande, par les Gouvernements des États membres de la COMIFAC.

- 3) éventuellement l'exonération des droits de douane prélevés sur le matériel et les véhicules importés en liaison avec un projet ou programme.

La COMIFAC s'attache ainsi, dans la mesure du possible, à ce que les matériels, véhicules, biens et objets d'équipement ainsi que les pièces de rechange, importés par ordre et aux frais du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et utilisés pour les actions et programmes, soient exemptés de toutes les taxes d'importation ou d'exportation, des licences, taxes de port et autres taxes publiques ainsi que des frais d'entreposage, et veille à la main levée immédiate.

(3) Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC s'investit dans la mesure du possible, afin que les États membres dans lesquels des actions de développement sont menées accordent aux personnes mentionnées aux paragraphes 3 à 6 de l'article 5 du présent Accord les droits de protection, ou fixent les dispositions fiscales adéquates. La COMIFAC garantit ainsi, dans la mesure du possible que :

- 1) les experts détachés au titre des projets ou programmes sont exemptés de toute arrestation ou détention ayant trait à des actes ou omissions, y compris leurs paroles et écrits, en liaison avec l'exécution d'une tâche qui leur est dévolue en vertu du présent Accord,
- 2) la protection de la personne et des biens des experts détachés et des membres de leur famille à leur charge est assurée et que l'entrée et la sortie libres en franchise de droits leur sont accordées à tout moment.

Article 7

Clause de caducité

Les obligations convenues mentionnées aux articles 4 et 6 du présent Accord sont annulées au cas où les accords d'exécution n'auraient pas été conclus dans les quatre ans qui suivent l'année de l'engagement financier du Gouvernement fédéral.

Article 8

Dispositions finales

- (1) Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.
- (2) Les Parties peuvent convenir de modifier le présent Accord. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis à l'entrée en vigueur des accords modificatifs.
- (3) Les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sont réglés à l'amiable par voie d'entretien ou de négociation entre les Parties.
- (4) Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé à tout moment par écrit par la voie diplomatique par l'une des Parties ; la dénonciation entre en vigueur 30 jours après la réception de l'avis de dénonciation par l'autre Partie.
- (5) Sauf accord contraire des Parties, la dénonciation du présent Accord n'a aucune incidence sur la réalisation des projets et des actions entamés pendant la durée de sa validité.
- (6) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne fera enregistrer sans délai, dès son entrée en vigueur, le présent Accord par le Secrétariat des Nations Unies

conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC sera informé de cet enregistrement, avec indication du numéro d'enregistrement des Nations Unies, dès que le Secrétariat des Nations Unies l'aura confirmé.

Fait à Yaoundé, le 15 juin 2020, en double exemplaire en langues allemande et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République fédérale d'Allemagne

J. Benmann

Pour la
Commission des Forêts d'Afrique
Centrale (COMIFAC)

[Signature]

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

Abkommen

zwischen

der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

der Zentralafrikanischen Waldkommission (COMIFAC)

über Entwicklungszusammenarbeit

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Zentralafrikanische Waldkommission (COMIFAC),

im Folgenden Vertragsparteien genannt –

im Geiste der bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Zentralafrikanischen Waldkommission (COMIFAC),

in dem Wunsch, diese freundschaftlichen Beziehungen durch partnerschaftliche Entwicklungszusammenarbeit zu festigen und zu vertiefen,

in dem Bewusstsein, dass die Aufrechterhaltung und Vertiefung dieser Beziehungen die Grundlage dieses Abkommens ist,

in der Absicht, zum Schutz und zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Wälder Zentralafrikas und zum Erhalt ihrer einzigartigen Biodiversität wie auch zur sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung der zentralafrikanischen Subregion beizutragen, –

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1 Ziele der Zusammenarbeit

Die Vertragsparteien arbeiten beim Aufbau von Beziehungen auf transparenter und gleichberechtigter Grundlage zusammen, um dem Willen der Staatshäupter der Mitgliedsländer der COMIFAC zu entsprechen, im Rahmen einer wohlverstandenen

regionalen und internationalen Zusammenarbeit die Erfordernisse der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung mit dem Erhalt der biologischen Vielfalt und der nachhaltigen Bewirtschaftung der Waldökosysteme in Einklang zu bringen.

Artikel 2

Grundprinzipien der Zusammenarbeit

Für die Zusammenarbeit gelten die folgenden Grundprinzipien, Verfahren und Pflichten; sie sind Grundlage für die Vereinbarung von Entwicklungsmaßnahmen zwischen den Vertragsparteien und den Abschluss der entsprechenden konkreteren privatrechtlichen Durchführungsvereinbarungen:

1. Die Vertragsparteien führen vor der Vereinbarung von Entwicklungsmaßnahmen einen partnerschaftlichen Meinungsaustausch über Grundprinzipien und aktuelle Fragen der Zusammenarbeit.
2. Künftig werden die Vertragsparteien über Ziele, prioritäre Tätigkeitsbereiche, Entwicklungsmaßnahmen und Durchführungspartner in Konsultationen Einvernehmen herstellen.
3. Konkrete Entwicklungsmaßnahmen orientieren sich an den Prinzipien der Paris-Deklaration und sollten sich in den Konvergenzplan der COMIFAC einfügen.

Artikel 3

Begriffsbestimmungen

Im Rahmen dieses Abkommens gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. Absprache: Absprache zwischen den Vertragsparteien nach Artikel 2, die keine rechtlich bindende Übereinkunft ist;

2. Büros: von den Durchführungsorganisationen eingerichtete Vertretungen zur Unterstützung der Durchführung und Steuerung der Entwicklungsmaßnahmen und zur Vertretung der eigenen Organisation;
3. Darlehen: verzinsliche und rückzahlbare Finanzierungen,
4. Direktleistungen: Beratung sowie Aus- und Fortbildung durch den Einsatz von Fachkräften der Regierung der Bundesrepublik Deutschland oder der Durchführungsorganisationen, Leistungen und Lieferungen, die durch die Regierung der Bundesrepublik Deutschland oder eine Durchführungsorganisation direkt erbracht, in Auftrag gegeben oder finanziert werden, sowie vergleichbare Maßnahmen;
5. Durchführungsorganisationen: Einrichtungen und Organisationen wie die in Artikel 4 Absatz 4 genannten, die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland mit der Durchführung von Entwicklungsmaßnahmen betraut werden;
6. Durchführungspartner: das Exekutivsekretariat der COMIFAC sowie andere durch die Vertragsparteien gemeinsam ausgewählte Institutionen, mit denen die jeweilige Durchführungsorganisation Durchführungsvereinbarungen schließt (beispielsweise Empfänger des Finanzierungsbeitrages, Träger der Entwicklungsmaßnahme);
7. Durchführungsvereinbarungen: privatrechtliche Verträge, die die Durchführungsorganisationen mit den Durchführungspartnern auf der Grundlage von Vereinbarungen nach Artikel 4 Absatz 1 oder von Absprachen zwischen den Vertragsparteien nach Artikel 2 abschließen und die den in der Bundesrepublik Deutschland geltenden Rechtsvorschriften unterliegen (insbesondere Finanzierungsverträge, Durchführungsverträge sowie Absprachen und sonstige mit diesen Verträgen in Zusammenhang stehende Regelungen);

8. Empfänger: der Anspruchsberechtigte in Bezug auf einen Finanzierungsbeitrag, der im Rahmen der öffentlichen Entwicklungszusammenarbeit durch die Regierung der Bundesrepublik Deutschland über eine Durchführungsorganisation gewährt wird;
9. Entsandte Fachkräfte: Fachkräfte, die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und ihren Durchführungsorganisationen oder Auftragnehmern entsandt werden und die mit Aufgaben der Vorbereitung, Steuerung, Durchführung, Unterstützung und Begleitung der Entwicklungsmaßnahmen und mit der Vertretung der deutschen Entwicklungszusammenarbeit und ihrer Durchführungsorganisationen betraut sind;
10. Subregionale Fachkräfte: Fachkräfte, die vom Exekutivsekretariat der COMIFAC zur Erfüllung ihrer Aufgaben eingestellt werden;
11. Entwicklungshelfer: Fachkräfte, die nach dem deutschen Entwicklungshelfer-Gesetz vom 18. Juni 1969, das zuletzt durch Artikel 16 Absatz 1 des Gesetzes vom 9. Oktober 2013 geändert worden ist, ohne Erwerbsabsicht Dienst leisten, um die Entwicklungsmaßnahmen der COMIFAC zu fördern;
12. Entwicklungsmaßnahmen: jede Maßnahme im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien;
13. Integrierte Fachkräfte: Fachkräfte, die im Rahmen des Programms für integrierte Fachkräfte bereitgestellt werden, um den Fachkräftebedarf im Rahmen der Vorhaben/der Programme der COMIFAC zu decken. Sie haben nach dem Recht des jeweiligen Gastlandes einen Arbeitsvertrag mit ihrer Institution geschlossen, die ihnen ein ortsübliches Gehalt zahlt. Sie erhalten von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland Zusatzzahlungen. Die integrierten Fachkräfte werden vom Centrum für internationale Migration und Entwicklung (CIM) entsandt;

14. Familienmitglieder: Ehegatten, Kinder und alle anderen mit der Fachkraft in häuslicher Gemeinschaft lebenden Personen;
15. Finanzierung: Bereitstellung von Finanzmitteln durch Darlehen, Finanzierungsbeiträge sowie Beteiligungen beziehungsweise beteiligungsähnliche Darlehen und vergleichbare Finanzinstrumente;
16. Finanzierungsbeiträge: nicht verzinsliche und nicht rückzahlbare Finanzierungen (Zuschüsse);
17. Maßnahmenvereinbarung: zwischen den Vertragsparteien nach Artikel 4 Absatz 1 abgeschlossene völkerrechtliche Übereinkunft in der Form von Abkommen oder Notenwechseln über die Durchführung von Entwicklungsmaßnahmen;
18. Sitzstaat: der Staat, in dem sich der Sitz der COMIFAC befindet.

Artikel 4

Vereinbarungen über Entwicklungsmaßnahmen

- (1) Auf der Grundlage dieses Abkommens und in Folge von Absprachen im Sinne von Artikel 2 können die Vertragsparteien ergänzende völkerrechtliche Maßnahmenvereinbarungen über einzelne oder mehrere Entwicklungsmaßnahmen abschließen. Die Vertragsparteien legen insbesondere den Zweck, die Zielsetzung und die Leistungen sowie gegebenenfalls die Durchführungspartner und den Empfänger der Finanzierung fest.
- (2) Die Verpflichtung der Regierung der Bundesrepublik Deutschland zur Erbringung der Leistungen entsteht unter der Voraussetzung, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Entwicklungsmaßnahme für förderungswürdig

erklärt hat. Sie entfällt, wenn die COMIFAC ihre Leistungen nach den Artikeln 6 und 8 dieses Abkommens nicht erbringt oder ihre Verpflichtungen nach denselben Artikeln nicht erfüllt.

- (3) Die Vertragsparteien treffen die notwendigen Vereinbarungen zur Durchführung der Entwicklungsmaßnahmen, betrauen qualifizierte Durchführungspartner mit der Durchführung und ermächtigen sie zum Abschluss detaillierter Durchführungsvereinbarungen.
- (4) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland kann folgende deutsche Einrichtungen oder ihre Rechtsnachfolger mit der Durchführung von einzelnen Entwicklungsmaßnahmen beauftragen:
 1. die Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH einschließlich des Centrums für internationale Migration und Entwicklung (CIM),
 2. die Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).
- (5) Nach Feststellung der Förderungswürdigkeit einer Entwicklungsmaßnahme nach Absatz 2 schließt die nach Absatz 4 beauftragte Durchführungsorganisation mit dem Durchführungspartner Durchführungsvereinbarungen.
- (6) In den Durchführungsvereinbarungen werden verbindliche Regelungen getroffen, insbesondere für:
 1. die mit der Entwicklungsmaßnahme und ihrer Finanzierung verfolgten Ziele;

2. die zeitliche, organisatorische und technische Durchführung der Entwicklungsmaßnahme und ihrer Finanzierung,
3. die Leistungen der beteiligten Einrichtungen,
4. das im Falle von Finanzierungen bei der Auftragsvergabe anzuwendende Verfahren und
5. die Folgen der Verletzung von Vertragspflichten.

Artikel 5

Leistungen und Pflichten der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

- (1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland fördert Entwicklungsmaßnahmen unter anderem durch Direktleistungen, Finanzierungen und alle anderen von den Vertragsparteien vereinbarten Leistungen.
- (2) Zu den Leistungen können die Vorbereitung, Durchführung und Erfolgskontrolle der Entwicklungsmaßnahmen zählen.
- (3) Zur Steuerung und Durchführung der Entwicklungsmaßnahmen entsenden die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und ihre Durchführungsorganisationen Fachkräfte. Sie tragen nach Maßgabe des deutschen Rechts dafür Sorge, dass die entsandten Fachkräfte verpflichtet werden:
 1. soweit möglich, im Rahmen der über ihre Arbeit getroffenen Vereinbarungen zur Erreichung der in Artikel 55 der Charta der Vereinten Nationen festgelegten Ziele beizutragen,

2. sich nicht in die inneren Angelegenheiten der COMIFAC oder des Mitgliedsstaates, in dem sie tätig sind, einzumischen,
 3. die örtlichen Gesetze zu befolgen und Sitten und Gebräuche des Mitgliedsstaates, in dem sie tätig sind, zu achten,
 4. keine andere wirtschaftliche Tätigkeit als die auszuüben, mit der sie beauftragt sind,
 5. mit den zuständigen Stellen der COMIFAC vertrauensvoll zusammenzuarbeiten,
 6. soweit möglich, im Rahmen der über ihre Arbeit getroffenen Vereinbarungen zur Erreichung der in diesem Abkommen, in den Absprachen nach Artikel 2 sowie in den völkerrechtlichen Maßnahmenvereinbarungen nach Artikel 4 Absatz 1 festgelegten Ziele beizutragen.
- (4) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland unterrichtet das Exekutivsekretariat der COMIFAC über die Entscheidung zur Entsendung von Fachkräften. Geht innerhalb eines Monats keine ablehnende Mitteilung des Exekutivsekretariats der COMIFAC ein, so gilt dies als Zustimmung zur Entsendung. Wünscht das Exekutivsekretariat der COMIFAC, dass eine Fachkraft nicht entsandt wird oder eine entsandte Fachkraft abberufen wird, so wird sie frühzeitig mit der Regierung der Bundesrepublik Deutschland Verbindung aufnehmen und die Gründe für ihren Wunsch darlegen. Wenn eine entsandte Fachkraft von deutscher Seite abberufen wird, trägt die Regierung der Bundesrepublik Deutschland dafür Sorge, dass das Exekutivsekretariat so früh wie möglich darüber unterrichtet wird.

- (5) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland kann zur Förderung der nach Artikel 2 vereinbarten prioritären Tätigkeitsbereiche und Maßnahmen Entwicklungshelfer entsenden. Die Entwicklungshelfer unterliegen den Pflichten der entsandten Fachkräfte nach Absatz 3 und haben dieselben Rechte. Sie werden ebenfalls nach den in Absatz 4 festgelegten Grundsätzen entsandt und abberufen. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland betraut die GIZ mit der Entsendung der Entwicklungshelfer.
- (6) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland wird mit der GIZ oder dem CIM vereinbaren, dass integrierte Fachkräfte in die Vorhaben und Programme der COMIFAC vermittelt werden können. Die GIZ oder das CIM wird die Zahlung der Zuschüsse an die integrierten Fachkräfte davon abhängig machen, dass sie die in Absatz 3 genannten Grundsätze beachten. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland unterrichtet das Exekutivsekretariat der COMIFAC über die geplante Arbeitsaufnahme einer integrierten Fachkraft. Geht innerhalb eines Monats keine ablehnende Mitteilung des Exekutivsekretariats der COMIFAC ein, so gilt dies als Zustimmung zur Arbeitsaufnahme. Wünscht die Aufnahme-Institution einer Fachkraft, dass diese Fachkraft nicht entsandt wird oder die entsandte Fachkraft abberufen wird, so wird sie frühzeitig mit der Regierung der Bundesrepublik Deutschland Verbindung aufnehmen und die Gründe für ihren Wunsch darlegen. Wenn eine entsandte Fachkraft von deutscher Seite abberufen wird, trägt die Regierung der Bundesrepublik Deutschland dafür Sorge, dass das Exekutivsekretariat der COMIFAC so früh wie möglich über die Entscheidung unterrichtet wird.
- (7) Im Falle von Finanzierungsbeiträgen erhalten das Exekutivsekretariat der COMIFAC oder andere, von den Vertragsparteien gemeinsam auszuwählende Empfänger Zuschüsse oder Direktleistungen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über die Durchführungsorganisationen.

Artikel 6

Leistungen der COMIFAC

(1) Das Exekutivsekretariat der COMIFAC trägt zu den vereinbarten Entwicklungsmaßnahmen bei. Dabei

1. trägt es Sorge für die gute Durchführung der in den Durchführungsvereinbarungen konkretisierten Leistungen durch die Partner;
2. stellt es im Falle von Finanzierungen gegenüber der nach Artikel 4 Absatz 4 beauftragten Durchführungsorganisation den Nachweis der ordnungsgemäßen und wirtschaftlichen Mittelverwendung sicher;
3. stellt es, gegebenenfalls und in Einklang mit den Durchführungsvereinbarungen, im Falle der Bereitstellung von Finanzmitteln die Gesamtfinanzierung sicher;
4. setzt es sich bei den Behörden des Mitgliedsstaates, in dem Entwicklungsmaßnahmen durchgeführt werden, dafür ein, dass die Durchführungsorganisationen berechtigt sind, Büros einzurichten;
5. stellt es im Rahmen seiner Möglichkeiten erforderliche Räumlichkeiten einschließlich deren Einrichtung zur Verfügung, soweit nicht ausnahmsweise in den Durchführungsvereinbarungen anders geregelt;
6. übernimmt es die laufenden Ausgaben der Entwicklungsmaßnahmen, soweit nicht ausnahmsweise in den Durchführungsvereinbarungen anders geregelt;

7. stellt es die jeweils erforderlichen subregionalen Fachkräfte und einheimischen Hilfskräfte zur Verfügung, soweit nicht ausnahmsweise in den Durchführungsvereinbarungen anders geregelt;
 8. führt es, soweit in den Durchführungsvereinbarungen nicht anders geregelt, die durch die Entwicklungsmaßnahme geschaffenen Ergebnisse in absehbarer Zeit selbst weiter und sorgt dafür, dass die Aufgaben der integrierten Fachkräfte durch subregionale Fachkräfte fortgeführt werden;
 9. setzt es sich gegenüber den Behörden der Mitgliedsstaaten, in denen Entwicklungsmaßnahmen durchgeführt werden, dafür ein, die Erteilung von Arbeitsgenehmigungen für die integrierten Fachkräfte der Durchführungsorganisationen zu erleichtern;
 10. setzt es sich dafür ein, die Ausstattung der Büros sowie die Einrichtung von Telekommunikationsanschlüssen einschließlich Funk- und Satellitenverbindungen und alle notwendigen Registrierungen zu erleichtern;
 11. stellt es sicher, dass alle von diesem Abkommen und den Maßnahmenvereinbarungen betroffenen Organisationen rechtzeitig und umfassend über deren Inhalt unterrichtet werden.
- (2) Das Exekutivsekretariat der COMIFAC bemüht sich, soweit möglich, gegenüber den Behörden der Mitgliedsstaaten, in denen Entwicklungsmaßnahmen durchgeführt werden, um die Gewährung von angemessenen Vorrechten und Immunitäten, Arbeitsgenehmigungen und Visa. Dazu können gehören:

1. die Befreiung der Durchführungsorganisationen und deren Büros von direkten Steuern, die in einem Mitgliedsstaat erhoben werden, in dem Maßnahmen im Rahmen dieses Abkommens durchgeführt werden;
Die COMIFAC gewährleistet, soweit möglich, dass die deutschen Durchführungsorganisationen von sämtlichen direkten Steuern, die im Zusammenhang mit dem Abschluss und der Erfüllung der unter Nummer 5 genannten Durchführungs- sowie gegebenenfalls Finanzierungsverträge in den Mitgliedstaaten entstehen, befreit werden.
2. gegebenenfalls die Erstattung von Umsatzsteuern und vergleichbaren indirekten Steuern, die auf beschaffte Gegenstände und in Anspruch genommene Dienstleistungen erhoben wurden;
Die COMIFAC gewährleistet, soweit möglich, dass auf Antrag der deutschen Durchführungsorganisationen die Umsatzsteuer oder ähnliche indirekte Steuern, die in den Mitgliedstaaten der COMIFAC auf beschaffte Gegenstände und in Anspruch genommene Dienstleistungen im Zusammenhang mit dem Abschluss und der Erfüllung der unter Nummer 5 genannten Durchführungs- sowie gegebenenfalls Finanzierungsverträge in den Mitgliedstaaten der COMIFAC erhoben wurden, von diesen erstattet und auf Antrag von den Regierungen der Mitgliedstaaten der COMIFAC übernommen werden.
3. gegebenenfalls die Befreiung von Zollabgaben auf im Zusammenhang mit einem Vorhaben oder Programm eingeführte Materialien und Fahrzeuge.
Die COMIFAC bemüht sich, soweit möglich, dass die im Auftrag und auf Kosten der Regierung der Bundesrepublik Deutschland eingeführten Materialien, Fahrzeuge, Güter und Ausrüstungsgegenstände sowie Ersatzteile, die für die Maßnahmen und Programme verwendet werden, von sämtlichen Ein- und Ausfuhrabgaben sowie von Lizenzen, Hafен- und Lagergebühren

sowie von sonstigen öffentlichen Abgaben ausgenommen werden und ihre unverzügliche Freigabe sichergestellt wird.

(3) Das Exekutivsekretariat der COMIFAC setzt sich, soweit möglich, dafür ein, dass die Mitgliedstaaten, in denen die Entwicklungsmaßnahmen durchgeführt werden, den in Artikel 5 Absatz 3 bis 6 genannten Personen Schutzrechte gewähren beziehungsweise entsprechende steuerliche Regelungen treffen. Die COMIFAC gewährleistet, soweit möglich, dass

1. die im Hinblick auf die Vorhaben oder Programme entsandten Fachkräfte von jeglicher Festnahme oder Inhaftierung in Bezug auf Handlungen oder Unterlassungen einschließlich ihrer mündlichen und schriftlichen Äußerungen, die in Zusammenhang mit der Durchführung einer ihnen nach diesem Abkommens übertragenen Aufgabe stehen, befreit werden;

2. der Schutz der Person und des Eigentums der entsandten Fachkräfte und ihrer Familienmitglieder sichergestellt ist und ihnen jederzeit eine ungehinderte und gebührenfreie Ein- und Ausreise gewährt wird.

Artikel 7

Verfallsklausel

Die in den Artikeln 4 und 6 genannten vereinbarten Verpflichtungen entfallen, soweit nicht innerhalb von vier Jahren nach dem Jahr, in dem die Bundesregierung die Finanzmittel zugesagt hat, die Durchführungsvereinbarungen geschlossen wurden.

Artikel 8
Schlussklauseln

- (1) Dieses Abkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.
- (2) Die Vertragsparteien können Änderungen dieses Abkommens vereinbaren. Für das Inkrafttreten von Änderungsvereinbarungen gilt Absatz 1 entsprechend.
- (3) Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens werden durch die Vertragsparteien gütlich im Rahmen von Gesprächen beziehungsweise Verhandlungen beigelegt.
- (4) Dieses Abkommen wird auf unbegrenzte Zeit geschlossen. Jede Vertragspartei kann es jederzeit schriftlich auf diplomatischem Weg kündigen; die Kündigung wird 30 Tage nach Eingang bei der anderen Vertragspartei wirksam.
- (5) Die Kündigung dieses Abkommens hat keine Auswirkungen auf die Durchführung von während seiner Gültigkeitsdauer begonnenen Vorhaben und Maßnahmen, sofern die Vertragsparteien nichts Gegenteiliges vereinbart haben.
- (6) Die Registrierung dieses Abkommens beim Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird unverzüglich nach seinem Inkrafttreten von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland veranlasst. Das Exekutivsekretariat der COMIFAC wird unter Angabe der VN-Registrierungsnummer von der erfolgten Registrierung unterrichtet, sobald diese vom Sekretariat der Vereinten Nationen bestätigt worden ist.

Geschehen zu Yaounde am 15. Juni 2020 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

G. Bennemann

Für die Zentralafrikanische
Waldkommission (COMIFAC)

[Signature]

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE CENTRAL AFRICAN FORESTS COMMISSION (COMIFAC) REGARDING DEVELOPMENT COOPERATION

The Government of the Federal Republic of Germany and the Central African Forests Commission (COMIFAC), hereinafter referred to as the “Contracting Parties”,

Acting in the spirit of the friendly relations existing between the Federal Republic of Germany and the Central African Forests Commission (COMIFAC),

Desiring to strengthen and deepen these friendly relations through development cooperation in a partnership,

Conscious that the maintenance and deepening of these relations is the basis of this Agreement,

Seeking to contribute to the protection and sustainable management of the forests of Central Africa and the preservation of their unique biodiversity, and also to the social and economic development of the Central African subregion,

Have agreed as follows:

Article 1. Objectives of cooperation

The Contracting Parties shall cooperate to develop relations on a transparent and equitable basis, in order to fulfil the intention of the Heads of State of the member countries of COMIFAC to reconcile the imperatives of social and economic development with the preservation of biological diversity and the sustainable management of forest ecosystems, in the context of sound regional and international cooperation.

Article 2. Basic principles of cooperation

The following basic principles, procedures and obligations shall apply to cooperation; they shall constitute the basis for the agreement of development measures between the Contracting Parties and the conclusion of appropriate, more specific implementing arrangements under private law:

1. The Contracting Parties shall, before agreeing on development measures, exchange views, in a spirit of partnership, on basic principles and current issues relating to cooperation.

2. In the future, the Contracting Parties shall, in consultations, agree upon objectives, priority areas of activity, development measures and implementing partners.

3. Specific development measures shall be guided by the principles of the Paris Declaration and should be integrated into the COMIFAC Convergence Plan.

Article 3. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. “Understanding” means an understanding between the Contracting Parties, in accordance with article 2, that is not a legally binding instrument;

2. “Offices” means representations established by implementing organizations to support the implementation and management of development measures and to represent the organizations themselves;

3. “Loans” means interest-bearing and repayable financing;

4. “Direct contributions” means advice and also initial and continuing training through the deployment of experts from the Government of the Federal Republic of Germany or from implementing organizations; contributions and deliveries directly provided, commissioned or financed by the Government of the Federal Republic of Germany or an implementing organization; and comparable measures;

5. “Implementing organizations” means agencies and organizations, as referred to in article 4, paragraph 4, to which the Government of the Federal Republic of Germany assigns the task of implementing development measures;

6. “Implementing partner” means the Executive Secretariat of COMIFAC and other institutions, jointly selected by the Contracting Parties, with which a given implementing organization concludes implementing arrangements (for example, the recipient of a financial contribution or the sponsor of a development measure);

7. “Implementing arrangements” means private-law contracts that the implementing organizations conclude with the implementing partners on the basis of agreements under article 4, paragraph 1, or of understandings between the Contracting Parties under article 2, and that are subject to the laws in force in the Federal Republic of Germany (in particular, finance contracts, implementation contracts, and understandings and other provisions connected with such contracts);

8. “Recipient” means an entity that is entitled to a financial contribution provided by the Government of the Federal Republic of Germany through an implementing organization as part of official development cooperation;

9. “Seconded experts” means experts who are seconded by the Government of the Federal Republic of Germany and its implementing organizations or contractors and who are assigned the tasks of preparing, managing, implementing, supporting and monitoring development measures and of representing German development cooperation and its implementing organizations;

10. “Subregional experts” means experts recruited by the Executive Secretariat of COMIFAC to carry out its work;

11. “Development workers” means experts who, under the German Development Workers Act of 18 June 1969, as last amended pursuant to article 16, paragraph 1, of the Act of 9 October 2013, serve on a not-for-profit basis in order to promote the development measures of COMIFAC;

12. “Development measures” means all measures that form part of development cooperation between the Contracting Parties;

13. “Integrated experts” means experts assigned under the integrated experts programme to meet the need for experts under COMIFAC projects/programmes. They have entered into an employment contract, under the law of the relevant host country, with their institution, which pays them a local salary. They receive supplementary payments from the Government of the Federal

Republic of Germany. Integrated experts are seconded by the Centre for International Migration and Development (CIM);

14. “Family members” means spouses, children and all other persons living in the same household as an expert;

15. “Financing” means the provision of financial resources in the form of loans, financial contributions and equity investments or quasi-equity loans and comparable financial instruments;

16. “Financial contributions” means non-interest-bearing and non-repayable financing (grants);

17. “Agreement on measures” means an international legal instrument concluded between the Contracting Parties in accordance with article 4, paragraph 1, in the form of an agreement or exchange of notes on the implementation of development measures;

18. “Host country” means the State in which the headquarters of COMIFAC is located.

Article 4. Agreements on development measures

(1) The Contracting Parties may, on the basis of this Agreement and as a consequence of understandings under article 2, conclude supplementary international agreements on one or more development measures. The Contracting Parties shall establish in particular the purpose, objective and contributions, as well as, where appropriate, the implementing partners and the recipient of the financing.

(2) The obligation of the Government of the Federal Republic of Germany to provide contributions shall be subject to the condition that the Government of the Federal Republic of Germany declares the development measure eligible for support. The obligation shall lapse if COMIFAC does not deliver its contributions under articles 6 and 8 of this Agreement or does not fulfil its obligations under those articles.

(3) The Contracting Parties shall conclude the arrangements necessary for the implementation of development measures, shall assign qualified implementing partners the task of implementation and shall authorize them to conclude detailed implementing arrangements.

(4) The Government of the Federal Republic of Germany may instruct the following German institutions or their legal successors to implement individual development measures:

1. The Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, including the Centre for International Migration and Development (CIM);

2. Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

(5) Once a development measure has been deemed eligible for support under paragraph 2, the implementing organization instructed under article 4 shall conclude implementing arrangements with the implementing partner.

(6) The implementing arrangements shall contain binding provisions, in particular for:

1. The objectives of the development measure and its financing;

2. The timing, organization and technical implementation of the development measure and its financing;

3. The contributions provided by the institutions involved;

4. In the case of financing, the procedure to be applied when awarding contracts; and

5. The consequences of a breach of contractual obligations.

Article 5. Contributions and obligations of the Government of the Federal Republic of Germany:

(1) The Government of the Federal Republic of Germany shall support development measures through, inter alia, direct contributions, financing and all other contributions agreed upon by the Contracting Parties.

(2) Contributions may include preparation, implementation and evaluation of development measures.

(3) The Government of the Federal Republic of Germany and its implementing organizations shall second experts to manage and implement development measures. They shall ensure, in accordance with German law, that seconded experts are under an obligation:

1. To contribute, to the extent possible, within the framework of the arrangements made for their work, to the achievement of the objectives set out in Article 55 of the Charter of the United Nations;

2. Not to interfere in the internal affairs of COMIFAC or of the member State in which they are working;

3. To comply with local laws and respect the customs and traditions of the member State in which they are working;

4. Not to engage in any economic activity other than that which they have been instructed to engage in;

5. To cooperate with the competent bodies of COMIFAC in a spirit of trust;

6. To contribute, to the extent possible, within the framework of the arrangements made for their work, to the achievement of the objectives set out in this Agreement, in understandings under article 2 and in international agreements on measures under article 4, paragraph 1.

(4) The Government of the Federal Republic of Germany shall inform the Executive Secretariat of COMIFAC of any decision to second experts. If no refusal is received from the Executive Secretariat of COMIFAC within one month, the secondment shall be deemed to be approved. If the Executive Secretariat of COMIFAC wishes an expert not to be seconded or wishes a seconded expert to be recalled, it shall contact the Government of the Federal Republic of Germany in a timely manner and state the reasons for its wish. If the Government of the Federal Republic of Germany recalls a seconded expert, it shall ensure that the Executive Secretariat is informed of this as promptly as possible.

(5) The Government of the Federal Republic of Germany may second development workers to support the priority areas of activity and measures agreed upon under article 2. Development workers shall be subject to the obligations of seconded experts under paragraph 3 and shall have the same rights. Likewise, they shall be seconded and recalled in accordance with the principles set out in paragraph 4. The Government of the Federal Republic of Germany shall assign GIZ the task of seconding development workers.

(6) The Government of the Federal Republic of Germany shall agree with GIZ or CIM that integrated experts may be placed in COMIFAC projects and programmes. GIZ or CIM shall make the payment of grants to integrated experts dependent on their compliance with the principles referred to in paragraph 3. The Government of the Federal Republic of Germany shall inform the Executive Secretariat of COMIFAC of the planned commencement of work by an integrated expert. If no refusal is received from the Executive Secretariat of COMIFAC within one month, the commencement of work shall be deemed to be approved. If an institution receiving an expert

wishes the expert not to be seconded or wishes a seconded expert to be recalled, it shall contact the Government of the Federal Republic of Germany in a timely manner and state the reasons for its wish. If the Government of the Federal Republic of Germany recalls a seconded expert, it shall ensure that the Executive Secretariat is informed of the decision as promptly as possible.

(7) In the case of financial contributions, the Executive Secretariat of COMIFAC or other recipients to be selected jointly by the Contracting Parties shall receive grants or direct contributions from the Government of the Federal Republic of Germany through the implementing organizations.

Article 6. Contributions of COMIFAC

(1) The Executive Secretariat of COMIFAC shall contribute to the agreed development measures. In so doing:

1. It shall ensure the proper implementation by the partners of the contributions specified in the implementing arrangements;

2. It shall, in the case of financing, ensure proof of the proper and economic use of funds in respect of the implementing organization instructed under article 4, paragraph 4;

3. It shall, where appropriate and in accordance with the implementing arrangements, ensure overall financing in the event that financial resources are provided;

4. It shall encourage the authorities of the member State in which development measures are implemented to authorize the implementing organizations to establish offices;

5. It shall, within its capabilities, make available the necessary premises, including equipment, unless otherwise provided in the implementing arrangements by way of exception;

6. It shall cover the running costs of development measures, unless otherwise provided in the implementing arrangements by way of exception;

7. It shall make available, as appropriate, the necessary subregional experts and national support staff, unless otherwise provided in the implementing arrangements by way of exception;

8. It shall, unless otherwise provided in the implementing arrangements, itself carry forward in the foreseeable future the results achieved through the development measure and shall ensure that the work of the integrated experts is continued by subregional experts;

9. It shall encourage the authorities of member States in which development measures are implemented to facilitate the issuance of work permits for integrated experts from the implementing organizations;

10. It shall endeavour to facilitate the equipping of offices and the establishment of telecommunications links, including radio and satellite links, and all necessary registrations;

11. It shall ensure that all organizations affected by this Agreement and by agreements on measures are informed of their content in a timely manner and in detail.

(2) The Executive Secretariat of COMIFAC shall, to the extent possible, encourage the authorities of member States in which development measures are implemented to grant appropriate privileges and immunities, work permits and visas. These may include:

1. The exemption of implementing organizations and their offices from direct taxes levied in a member State in which measures under this Agreement are implemented;

COMIFAC shall, to the extent possible, guarantee that the German implementing organizations are exempted from all direct taxes due in connection with the conclusion and application of implementation contracts under item 5 and, where appropriate, finance contracts in the member States;

2. Where applicable, reimbursement of sales taxes and comparable indirect taxes levied on goods procured and services used;

COMIFAC shall, to the extent possible, guarantee that, at the request of the German implementing organizations, sales tax or similar indirect taxes levied in the COMIFAC member States on goods procured and services used in connection with the conclusion and application in the COMIFAC member States of implementation contracts and, where appropriate, of finance contracts under item 5 are reimbursed by those States and are borne, on request, by the Governments of the COMIFAC member States;

3. Where applicable, exemption from customs duties levied on materials and vehicles imported in connection with a project or programme;

COMIFAC shall, to the extent possible, ensure that materials, vehicles, goods and equipment, as well as spare parts, imported on behalf of and at the expense of the Government of the Federal Republic of Germany that are used for measures and programmes are exempted from all import and export duties and from licences, port and storage fees and other duties, and that they are released without delay.

(3) The Executive Secretariat of COMIFAC shall, to the extent possible, encourage member States in which development measures are implemented to grant protection rights to the persons referred to in article 5, paragraphs 3 to 6, or make appropriate tax arrangements. COMIFAC shall, to the extent possible, guarantee that:

1. Experts seconded under projects or programmes are exempted from any arrest or detention in respect of acts or omissions, including their oral and written statements, in connection with the performance of any task assigned to them under this Agreement;

2. The protection of the person and property of seconded experts and their family members is assured and they are granted entry and exit unhindered and free of charge at all times.

Article 7. Expiry clause

The agreed obligations referred to in articles 4 and 6 shall lapse if implementing arrangements have not been concluded within four years following the year in which the Federal Government has committed financial resources.

Article 8. Final provisions

(1) This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

(2) The Contracting Parties may agree upon amendments to this Agreement. Paragraph 1 shall apply mutatis mutandis to the entry into force of amending agreements.

(3) Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled amicably, through discussions or negotiations between the Contracting Parties.

(4) This Agreement is concluded for an indefinite period. Either Contracting Party may terminate it at any time in writing through the diplomatic channel; the termination shall take effect 30 days after receipt by the other Contracting Party of the notice of termination.

(5) The termination of this Agreement shall have no effect on the implementation of projects and measures begun during its period of validity, unless the Contracting Parties have agreed otherwise.

(6) The Government of the Federal Republic of Germany shall have this Agreement registered with the Secretariat of the United Nations immediately after its entry into force in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations. The Executive Secretariat of COMIFAC shall be informed of the registration and provided with the United Nations registration number as soon as the registration has been confirmed by the Secretariat of the United Nations.

DONE at Yaoundé on 15 June 2020 in two original copies, each in the German and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany
[SIGNED]

For the Central African Forests Commission (COMIFAC) :
[SIGNED]